



Questionnaire du Groupe de la BID¹ dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et pour la connaissance de l'identité du client (LBC/KYC) (Institutions financières)

Les questions ci-après sont destinées à aider les membres du Groupe de la Banque islamique de développement (ci-après dénommé « Groupe de la BID ») dans leur vérification préalable à l'égard du client. Elles visent à recueillir des informations et à fournir des justificatifs sur les politiques et procédures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme mises en œuvre par leurs clients, les intermédiaires professionnels, les banques correspondantes, les consultants et les organisations non gouvernementales.

1. Informations générales

1.1 Informations générales sur l'entité

Nom de l'institution financière		
Pays de constitution ou d'immatriculation		
Numéro d'immatriculation / d'agrément		
Forme juridique (Société anonyme, société par actions, société en commandite, à responsabilité limitée ou illimitée, etc.)		
Adresse du siège		
Sites web		
Principales activités commerciales		
Coordonnées du Responsable de la conformité (le cas échéant)	Téléphone	
	Fax	
	Nom	
	Courriel	

1.2 Champ d'activité

Veillez préciser la portée des opérations de votre institution en répondant / en cochant dans la colonne appropriée :

¹ La Banque islamique de développement (BID), la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) sont des institutions financières internationales supranationales, intergouvernementales et autonomes, établies en vertu de leurs statuts respectifs et ayant leur siège à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite (ensemble, ces institutions constituent et sont désignées par le terme « Groupe de la BID »).

	Oui	N°	Nombre	N/A
Siège et succursales nationales				
Succursales à l'étranger				N/A
Filiales nationales				
Filiales à l'étranger				

(Veuillez expliquer sur une feuille distincte si l'une de vos réponses est N/A)

1.3 Structure de propriété

1.3.1 Quel est le capital autorisé et le capital-actions émis de votre société ?

Capital autorisé :

Capital-actions émis :

1.3.2 Les actions de la société sont-elles classées en plusieurs catégories ? Oui Non

Si oui, indiquez les catégories d'actions (ordinaires, privilégiées, au porteur ou nominatives) :

1.3.3 Votre institution est-elle cotée en bourse ? Oui Non

Si votre réponse est "oui", veuillez citer la bourse et indiquer le symbole.

2. Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC / FT)

I. Politiques, pratiques et procédures générales en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux	Oui	Non	N/A
1. Existe-t-il des législations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans le pays où votre société ou institution a été constituée ? Dans l'affirmative, veuillez citer les législations applicables :			
2. Votre institution a-t-elle élaboré des politiques et des procédures pour prévenir, détecter et signaler les transactions suspectes et les activités de financement du terrorisme ?			
3. Votre politique de LBC/FT est-elle conforme aux lois locales et aux normes fixées par le GAFI ?			
4. Votre politique de LBC/FT est-elle conforme aux normes fixées par le GAFI ?			
5. Votre politique de LBC/FT est-elle approuvée par le conseil d'administration de votre société ou par un comité supérieur ?			
6. Votre politique vous impose-t-elle d'identifier la provenance des fonds ou des revenus de vos clients ?			

<p>7. Votre institution a-t-elle un membre du personnel désigné pour veiller au respect des politiques et procédures de LBC/FT ?</p> <p>Dans l'affirmative, veuillez fournir ses coordonnées : Nom/Fonction : Courriel. : Tel. : Fax :</p>			
<p>8. Votre institution est-elle soumise à la surveillance d'une autorité de supervision ou de régulation ? Si oui, veuillez indiquer le nom de l'autorité de supervision/régulation.</p>			
<p>9. Veuillez indiquer le nom de l'autorité à laquelle vous devez vous adresser en cas de soupçon de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme :</p>			
<p>10. En sus des inspections effectuées par les autorités de contrôle/de régulation étatiques, votre institution dispose-t-elle d'une fonction d'audit interne ou contractuelle un tiers indépendant qui évalue régulièrement les politiques et pratiques de lutte contre le blanchiment de capitaux ?</p>			
<p>11. Votre institution a-t-elle des politiques visant à interdire tout compte auprès de banques fictives* et toute relation avec elles ?</p> <p>* L'expression « banque fictive » désigne une banque qui a été constituée dans un pays où elle n'a pas de présence physique et qui n'est pas affiliée à un groupe financier réglementé.</p>			
<p>12. Votre institution a-t-elle des politiques applicables aux relations avec les personnes politiquement exposées (PPE), leurs familles et leurs proches ?</p>			
<p>13. Votre institution autorise-t-elle les clients à ouvrir des comptes de passage ?</p>			
<p>14. Votre institution propose-t-elle des comptes anonymes (dont l'ouverture ne requiert pas la vérification d'identité préalable) ?</p>			
<p>15. Votre institution dispose-t-elle de procédures appropriées de conservation des dossiers conformément aux lois applicables ? Si oui, veuillez indiquer la durée de conservation des dossiers.</p>			
<p>II. Évaluation des risques</p>	Oui	Non	N/A
<p>16. Votre institution procède-t-elle à une évaluation des risques liés à la clientèle et à ses transactions ?</p>			
<p>17. Votre institution détermine-t-elle le niveau approprié de vérification préalable approfondie nécessaire pour les catégories de clients et les transactions qui, selon elle, présentent un risque accru d'activités illicites au sein de l'institution ou par son intermédiaire ?</p>			

III. Connaissance de l'identité des clients, Vérification préalable et Vérification préalable approfondie	Oui	Non	N/A
18. Votre institution exige-t-elle la vérification de l'identité de tous les clients et contreparties (personnes physiques ou morales) à l'entame de la relation ?			
19. Votre institution dispose-t-elle de procédures pour constituer un dossier pour chaque nouveau client contenant ses documents d'identification et les informations relatives à la connaissance du client ?			
20. Votre institution met-elle régulièrement à jour le profil client ?			
21. Votre programme d'identification des clients exige-t-il qu'une vérification préalable approfondie soit exercée à l'égard de certains clients susceptibles de présenter un niveau élevé de risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme pour votre institution, à l'instar des clients des banques privées internationales et des banques correspondantes, ou des clients originaires de pays à haut risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ?			
22. Votre institution dispose-t-elle d'un processus pour examiner périodiquement et, le cas échéant, mettre à jour les informations relatives aux clients à haut risque ?			
IV. Transactions à signaler, prévention et détection des transactions menées avec des fonds illicites	Oui	Non	N/A
23. Votre institution dispose-t-elle de politiques ou de pratiques pour l'identification et la déclaration des transactions qui doivent être signalées aux autorités ?			
24. Votre institution dispose-t-elle de procédures pour l'identification des transactions, conçues de manière à éviter l'obligation de déclaration de liquidités importantes ?			
25. Votre institution a-t-elle des politiques visant à garantir raisonnablement qu'elle ne traite qu'avec des banques correspondantes agréées pour opérer dans leur pays d'origine ?			
V. Suivi des transactions			
26. Votre institution dispose-t-elle d'un programme de suivi des activités inhabituelles et potentiellement suspectes applicable aux transferts de fonds et aux instruments monétaires tels que les chèques de voyage, les mandats, etc. ?			
27. Votre institution filtre-t-elle les paiements en fonction des listes de sanctions pertinentes des Nations unies ?			

VI. Formation à la lutte contre le blanchiment de capitaux	Oui	Non	N/A
<p>28. Votre institution dispense-t-elle une formation à la lutte contre le blanchiment de capitaux au personnel concerné, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identification et déclaration des transactions qui doivent être signalées aux autorités gouvernementales. • Exemples des différentes formes de blanchiment de capitaux impliquant les produits et services de l'institution. • Politiques internationales, nationales et internes de lutte contre le blanchiment de capitaux. <p>Si oui, à quelle fréquence ?</p>			
<p>29. Votre institution conserve-t-elle des dossiers de ses séances de formation, notamment les registres de présence et les documents utilisés ?</p>			
<p>30. Votre institution dispose-t-elle de politiques pour communiquer au personnel concerné les nouvelles lois relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux ou les changements apportés aux politiques ou pratiques en vigueur en la matière ?</p>			
<p>31. Votre institution sous-traite-t-elle certaines de ses fonctions ? Le cas échéant, dispense-t-elle au personnel une formation de LBC, à savoir l'identification et la déclaration des transactions qui doivent être signalées aux autorités gouvernementales, des exemples des différentes formes de blanchiment de capitaux impliquant les produits et services de votre institution et les politiques internes de lutte contre le blanchiment des capitaux ?</p>			
<p>VII. Informations complémentaires</p>			
<p>Veillez joindre les documents suivants au présent formulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Certificat d'immatriculation/d'agrément ; - Règlement / Statuts. - Politiques / Directives LBC/FT/KYC ; - Liste des actionnaires et leur pourcentage de participation respectif - Liste des membres du conseil d'administration (indiquer leur nationalité et les actionnaires qu'ils représentent) - Liste des membres de l'équipe de direction et indiquer leurs fonctions respectives et le nombre d'années de service. - Rapport annuel et état financier. 			

Je, soussigné, certifie que je suis autorisé à remplir le présent document et qu'à ma connaissance, les informations ci-dessus sont exactes et reflètent fidèlement les politiques de notre institution en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux.

Nom : _____

Signature _____

Fonction : _____

Date : _____

Cachet officiel

(P.S. Veuillez noter que le présent formulaire ne serait pas exploité s'il n'est pas dûment rempli, signé et estampillé, etc. ou si les informations fournies sont incomplètes).